



Déclaration UNSA Education CTA du 14 janvier 2019

Monsieur le Recteur, mesdames et messieurs les membres du CTA,

Nous souhaitons utiliser ce temps de déclaration qui nous est accordé pour vous lire la lettre ouverte au président d'une de nos élus de catégorie C qui retranscrit très bien nos inquiétudes à la fois sur la société mais aussi sur le mépris ressenti dans les annonces de notre gouvernement.

« Suis-je nanti, monsieur le Président ?

Je n'ai ni investi, ni tagué l'Arc de triomphe, je n'ai cassé aucune vitrine, je n'ai pillé aucun magasin, je n'ai pas forcé les péages d'autoroutes, je n'ai même pas bloqué un rond-point.

Je ne le regrette pas. Je ne souhaite pas donner à mes enfants l'image d'un pays dans lequel seule la violence paie. Cela ne veut pas dire que je ne partage pas certaines colères exprimées ces dernières semaines. Nos élus et les médias semblent s'étonner qu'il existe des travailleurs pauvres en France. Ils paraissent découvrir que les inégalités augmentent dans notre pays.

Savez-vous qu'un fonctionnaire de catégorie C (ils sont les plus nombreux parmi les administratifs) débute à 1250 € nets par mois ? Savez-vous que, pour la grande majorité d'entre eux, ils atteindront, en fin de carrière, après 40 ans de bons et loyaux services, moins de 1800 € par mois ? Vous dites, monsieur le Président, vouloir favoriser le travail. Très bien. Je ne peux que constater que les fonctionnaires, dans votre esprit, ne sont pas des travailleurs.

Après avoir perdu du pouvoir d'achat pendant des années, les fonctionnaires voient de nouveau leur traitement gelé depuis 2 ans. Compte tenu de l'inflation, leur rémunération ne stagne pas, elle diminue.

Et pourtant, monsieur le Président, je travaille. Il m'arrive même régulièrement de faire des heures supplémentaires. Pour la qualité du service public, pour rendre service aux usagers, pas pour améliorer mes fins de mois. Car, dans mes fonctions, les heures supplémentaires ne sont pas rémunérées. Ni imposées, ni défiscalisées. Je crois au dialogue social, seul à même d'assurer durablement la cohésion du pays.

Pour dialoguer, il faut être deux.

Vous dites vouloir une grande concertation sur le malaise profond qui traverse les citoyens.

UNSA Education Pays de la Loire

6 Place de la Gare de l'Etat – CP 6 - 44276 – NANTES Cedex 2

☎ Port 06 27 86 46 36 – Mail : pays-loire@unsa-education.org

Ecoutez donc les propositions raisonnées de notre syndicat. Les récentes élections ont montré qu'il a la confiance de la majorité des administratifs du service public d'éducation et d'enseignement supérieur.

Nous croyons au service public. Nous avons déjà beaucoup modernisé notre façon de travailler, et sommes attentifs à toujours améliorer nos pratiques pour mieux servir les usagers.

Mais, comme tous les salariés, nous en avons marre du mépris ambiant, nous avons soif de respect et de dignité.

Cela passe par l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation, une amélioration spécifique des plus bas salaires de la fonction publique, et une augmentation significative, pour les nombreux collègues qui savent s'en donner la peine, des possibilités d'accès aux grades et corps supérieurs.

Vous avez été élu régulièrement, monsieur le Président. Je ne réclame pas votre démission. Mais, j'aimerais que vous me donniez des raisons de ne pas démissionner d'un engagement professionnel auquel je crois. »

UNSA Education Pays de la Loire

6 Place de la Gare de l'Etat – CP 6 - 44276 – NANTES Cedex 2

☎ Port 06 27 86 46 36 – Mail : pays-loire@unsa-education.org